



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VIENNE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°86-2020-155

PUBLIÉ LE 27 NOVEMBRE 2020

# Sommaire

## **PREFECTURE de la VIENNE**

- 86-2020-11-27-002 - Arrêté n° 2020 -SG-DCPPAT-071 donnant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne (2 pages) Page 3
- 86-2020-11-27-001 - Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-070 donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne (4 pages) Page 6
- 86-2020-11-27-004 - Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-072 donnant délégation de signature à Monsieur Émile SOUMBO, Sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne (4 pages) Page 11
- 86-2020-11-27-005 - Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-073 donnant délégation de signature à Monsieur Jocelyn SNOECK, Sous-préfet de Châtellerauld (6 pages) Page 16
- 86-2020-11-27-006 - Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-074 donnant délégation de signature à Monsieur Benoît BYRSKI, Sous-préfet de Montmorillon (4 pages) Page 23
- 86-2020-11-27-007 - Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-075 donnant délégation de signature à : - Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ; - Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtellerauld ; - Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon ; - Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne **DÉSIGNÉS TITULAIRES DES PERMANENCES, PENDANT LA SEMAINE EN DEHORS DES HEURES D'OUVERTURE DES SERVICES, LES WEEK-ENDS ET JOURS FÉRIÉS** (2 pages) Page 28

## **UT DIRECCTE**

- 86-2020-11-26-004 - Arrêté n° 2020-DIRECCTE-UD86-003 en date du 26 novembre 2020 portant suspension temporaire les dimanches 6, 13, 20 et 27 décembre 2020 de l'arrêté 74/DDT/04 du 09 septembre 1974 relatif à la fermeture le dimanche des salons de coiffure et d'esthétique dans le département de la Vienne (2 pages) Page 31

PREFECTURE de la VIENNE

86-2020-11-27-002

Arrêté n° 2020 -SG-DCPPAT-071 donnant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne

Direction de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau de la modernisation et de la coordination interministérielles

**Arrêté n° 2020 -SG-DCPPAT-071  
en date du 27 novembre 2020**

**donnant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire  
à Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne**

La Préfète de la Vienne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite  
Chevalier du Mérite Agricole

- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;
- VU** le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- VU** le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions d'État pour les projets d'investissement ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment l'article 21 ;
- VU** le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État ;
- VU** le décret 2015-1246 en date du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret n°2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret du 6 avril 2016 du président de la République portant nomination de Monsieur Émile SOUMBO, en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;
- VU** le décret du 15 janvier 2020 du président de la République portant nomination de Madame Chantal CASTELNOT, préfète de la Vienne ;
- VU** le décret du 19 novembre 2020 du président de la République portant nomination de Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne ;
- VU** la circulaire 363 C du ministre de l'intérieur du 18 décembre 1987 relative aux services interministériels des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile (SIRACEDPC) et au renforcement des structures territoriales de défense non militaire complétée notamment par la circulaire du 26 mars 1993 relative à la gestion des risques et des crises et à l'organisation des services interministériels de défense et de protection civile (SIDPC) ;

**VU** la convention de délégation de gestion entre la préfecture de la Gironde et la préfecture de la Vienne du 29 décembre 2017 ;

**VU** l'arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-009 en date du 3 février 2020 donnant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à Monsieur Julien PAILHÈRE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Vienne ;

**CONSIDÉRANT** que la mission sécurité routière (programme 207 du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer) est transférée à la préfecture à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

## A R R Ê T E

**Article 1** – Délégation de signature est donnée, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, à Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne pour l'engagement et la liquidation des dépenses des budgets suivants :

- 128 « Coordination des moyens de secours » (titre 2) ;
- 129 « Coordination du travail gouvernemental » (subventions, transferts et dotations) ;
- 161 « Sécurité civile » ;
- 181 « Protection de l'environnement et prévention des risques » (Fonds de prévention des risques naturels majeurs dit fonds Barnier – compte n°461-74) ;
- 207 « Sécurité routière » (titres 2,3 et 6) ;
- 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » (Fonds interministériel de prévention de la délinquance) ;
- 307 « Administration territoriale » (hors titre 2).

**Article 2** – Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Bernard GOURDEAU, responsable de garage, pour les dépenses de garage du programme 307 inférieures à 600 euros.

**Article 3** – Les agents du cabinet dont les noms suivent (Mesdames Elise BONNIN et Maureen DELBARRE pour le bureau de l'ordre public et de la prévention ; Mesdames Célia MOUGNAUD et Florence RAUD pour le bureau de sécurité routière) sont habilités, dès lors que les arrêtés, conventions, contrats, devis ou factures correspondants ont été préalablement signés par les délégataires autorisés, à saisir et à valider dans l'application métier ministérielle les demandes d'achat et les aides financières relevant du BOP 207 (sécurité routière), du fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIPDR) et de la délégation interministérielle de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), et à procéder aux constatations de service fait pour les dépenses précitées.

**Article 4** – Les dispositions de l'arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-009 en date du 3 février 2020 sont abrogées à compter du 30 novembre 2020 à 8h00.

**Article 5** – Le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le directeur régional des finances publiques de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

La préfète,  
  
Chantal CASTELNOT

PREFECTURE de la VIENNE

86-2020-11-27-001

Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-070 donnant délégation de  
signature en matière d'administration générale  
à Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de  
cabinet de la préfète de la Vienne



Direction de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau de la modernisation et de la coordination interministérielles

**Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-070  
en date du 27 novembre 2020**

**donnant délégation de signature en matière d'administration générale  
à Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne**

La préfète de la Vienne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite  
Chevalier du Mérite agricole

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 6 avril 2016 du président de la République portant nomination de Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

**VU** le décret du 3 février 2017 du président de la République portant nomination de Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtelleraut ;

**VU** le décret du 15 janvier 2020 du président de la République portant nomination de Madame Chantal CASTELNOT, préfète de la Vienne ;

**VU** le décret du 6 octobre 2020 du président de la République portant nomination de Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon ;

**VU** le décret du 19 novembre 2020 du président de la République portant nomination de Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne ;

**VU** les circulaires du Premier Ministre en date des 7 juillet et 31 décembre 2008 relatives à l'organisation de l'administration départementale de l'État ;

**VU** la circulaire du 28 mars 2017 relative aux règles applicables en matière de délégation de signature des préfets ;

**VU** l'arrêté n° 2020-DRHFM-01 en date du 2 janvier 2020 fixant l'organisation des services de la préfecture de la Vienne ;

**VU** l'arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-064 en date du 20 novembre 2020 donnant délégation de signature à Madame Anne SEBILEAU, cheffe du service interministériel de défense et de protection civile de la Vienne ;

**VU** l'arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-065 en date du 20 novembre 2020 donnant délégation de signature à Madame Elise BONNIN, cheffe du bureau en charge de l'ordre public et de la prévention au cabinet de la préfète de la Vienne ;

**VU** l'arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-066 en date du 20 novembre 2020 donnant délégation de signature à Madame Anaïs FAUGEROUX, cheffe du bureau de la sécurité intérieure et des polices administratives de sécurité au cabinet de la préfète de la Vienne ;

**VU** l'arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-067 en date du 20 novembre 2020 donnant délégation de signature à Madame Célia MOUGNAUD, cheffe du bureau de la sécurité routière au cabinet de la préfète de la Vienne ;

**VU** l'arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-068 en date du 20 novembre 2020 donnant délégation de signature à Madame Romina RÉROT, cheffe du bureau de la représentation de l'État au cabinet de la préfète de la Vienne ;

**VU** l'arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-069 en date du 20 novembre 2020 donnant délégation de signature à Madame Anne-Laure JOUTEUX, cheffe du bureau de la communication interministérielle au cabinet de la préfète de la Vienne ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

## **A R R Ê T E :**

**Article 1** – Délégation de signature est donnée à Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne, à l'effet de signer tous les actes, correspondances, documents administratifs ou réglementaires, recours et saisines juridictionnels ainsi que les mémoires s'y rapportant relevant des attributions du cabinet tels que précisés dans l'arrêté portant organisation des services de la préfecture, et notamment :

- les correspondances destinées aux parlementaires, conseillers régionaux et conseillers départementaux ;
- les décisions relatives aux hospitalisations sous contrainte ;
- les décisions relatives à la garde de détenus lors de transfert en milieu hospitalier ;
- les décisions relatives à l'accès de personnels habilités aux sites sensibles ;
- les arrêtés de mise en demeure et d'évacuation de quitter les lieux dans le cas de stationnements illicites des gens du voyage ;
- les demandes d'unités de forces mobiles ;
- les arrêtés autorisant les appels à la générosité publique ;
- les cartes de stationnement pour les personnes handicapées ;
- les décisions d'immobilisation et de mise en fourrière des véhicules dans le cadre de l'article L 325-1- 2 du code de la route ;
- les arrêtés relatifs aux droits à conduire et les décisions administratives consécutives à un examen médical ;
- les récépissés de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nuls ;
- les attestations et déclarations ainsi que toutes correspondances courantes relatives aux missions résiduelles liées au permis de conduire ;
- les dossiers relatifs à la réglementation des armes (déclarations ou autorisations suivant la catégorie des armes, saisies administratives et dessaisissements) ;
- les recours et saisines juridictionnels ainsi que les mémoires s'y rapportant relevant des attributions du cabinet tels que précisés dans l'arrêté portant organisation des services de la préfecture.

**Article 2** – S'agissant du service départemental d'incendie et de secours (SDIS), délégation est donnée à Madame Emilia HAVEZ, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne, à l'effet de signer :

- les arrêtés relatifs à la gestion du personnel des corps de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ;
- les actes et conventions à valeur contractuelle.

**Article 3** – En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général de la préfecture, délégation de signature est donnée à Madame Emilia HAVEZ, directrice de cabinet de la préfète de département, à

l'effet de signer tous actes, décisions, correspondances et documents administratifs pour lesquels délégation de signature a été consentie à Monsieur Émile SOUMBO.

**Article 4** – Sous l'autorité de Madame Emilia HAVEZ, et dans le cadre du fonctionnement normal des services du cabinet, délégation de signature est donnée aux fonctionnaires suivants du service des sécurités à l'effet de signer tous les documents, à l'exception de ceux comportant pouvoir de décision :

**Article 4.1** – Service interministériel de défense et de protection civile :

- à Madame Anne SEBILEAU, attachée principale d'administration de l'État, cheffe de service, et en cas d'absence ou d'empêchement de la cheffe de service, à Madame Émilie MARIEL-LASSORT, attachée d'administration de l'État, adjointe à la cheffe de service.

**Article 4.2** – Bureau en charge de l'ordre public et de la prévention :

- à Madame Elise BONNIN, attachée d'administration de l'État, cheffe de bureau.

**Article 4.3** – Bureau de la sécurité intérieure et des polices administratives de sécurité :

- à Madame Anaïs FAUGEROUX, attachée d'administration de l'État, cheffe de bureau, et en cas d'absence ou d'empêchement de la cheffe de bureau, à Madame Isabelle ROUSSON-TENEVOT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe à la cheffe de bureau.

**Article 4.4** – Bureau de la sécurité routière :

- à Madame Célia MOUGNAUD, attachée d'administration de l'État, cheffe de bureau.

**Article 5** – Sous l'autorité de Madame Emilia HAVEZ, délégation de signature est donnée pour signer ou viser les documents relevant des attributions du bureau de la communication interministérielle à Madame Anne-Laure JOUTEUX, attachée d'administration de l'État, cheffe du bureau de la communication interministérielle, à l'exception de ceux comportant pouvoir de décision.

**Article 6** – Sous l'autorité de Madame Emilia HAVEZ, délégation de signature est donnée pour signer ou viser les documents relevant des attributions du bureau de la représentation de l'État à Madame Romina RÉROT, attachée d'administration de l'État, cheffe du bureau de la représentation de l'État, à l'exception de ceux comportant pouvoir de décision.

**Article 7** – En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilia HAVEZ, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne, la délégation de signature qui lui est consentie est successivement exercée en fonction des absences ou empêchements, dans l'ordre suivant :

- par Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Vienne
- par Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtellerauld
- par Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon

**Article 8** – Les dispositions des arrêtés n° 2020-SG-DCPPAT-064, n° 2020-SG-DCPPAT-065, n° 2020-SG-DCPPAT-066, n° 2020-SG-DCPPAT-067, n° 2020-SG-DCPPAT-068 et n° 2020-SG-DCPPAT-069 en date du 20 novembre 2020 sont abrogées à compter du 30 novembre 2020 à 8h00.

**Article 9** – Le secrétaire général de la préfecture, la directrice de cabinet de la préfète de la Vienne, le sous-préfet de Châtellerauld et le sous-préfet de Montmorillon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

La préfète,

  
Chantal CASTELNOT



**PREFECTURE de la VIENNE**

**86-2020-11-27-004**

**Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-072 donnant délégation de  
signature à Monsieur Émile SOUMBO,  
Sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture  
de la Vienne**

Direction de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau de la modernisation et de la coordination interministérielles

**Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-072  
en date du 27 novembre 2020**

**donnant délégation de signature à Monsieur Émile SOUMBO,  
Sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne**

La préfète de la Vienne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite  
Chevalier du Mérite agricole

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** la loi organique n° 2001-692 du 1 août 2001 relative aux lois de finances ;

**VU** la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence et ses décrets d'application ;

**VU** le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

**VU** le décret n° 97-24 du 13 janvier 1997 pris pour application des articles 24 et 33 de l'ordonnance n°45-2658 du 02 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs du préfet, à l'organisation et à l'action des services et organismes de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique;

**VU** le décret du 6 avril 2016 du président de la République portant nomination de Monsieur Émile SOUMBO, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

**VU** le décret du 3 février 2017 du président de la République portant nomination de Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtelleraut ;

**VU** le décret du 15 janvier 2020 du président de la République portant nomination de Madame Chantal CASTELNOT, préfète de la Vienne ;

**VU** le décret du 6 octobre 2020 du président de la République portant nomination de Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon ;

**VU** le décret du 19 novembre 2020 du président de la République portant nomination de Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne ;

**VU** la circulaire du 16 juin 2004 relative au décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 ;

**VU** la circulaire du 28 mars 2017 relative aux règles applicables en matière de délégation de signature des préfets ;

**VU** l'arrêté du préfet de région Nouvelle-Aquitaine du 30 décembre 2016 portant modification des limites territoriales des arrondissements de Châtellerauld, de Montmorillon et de Poitiers ;

**VU** l'arrêté n° 2020-DRHFM-01 en date du 2 janvier 2020 fixant l'organisation des services de la préfecture de la Vienne ;

**VU** l'arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-059 en date du 16 octobre 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Émile SOUMBO, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

## **A R R Ê T E**

**Article 1** – Délégation de signature est donnée à Monsieur Émile SOUMBO, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne, à l'effet de signer tous les actes, arrêtés, décisions, circulaires, requêtes juridictionnelles, documents et correspondances administratives relevant des attributions de l'État dans le département de la Vienne, **dont ceux relevant de la politique de la ville (programme 147)**, et toutes les décisions notamment dans les matières suivantes :

- les décisions de placement des étrangers faisant l'objet de mesures d'éloignement exécutoires dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire ;
- les décisions d'assignation à résidence issues des articles L. 561-1 et L. 561-2 du CESEDA ;
- les mémoires en défense suite à une requête prévue à l'article R. 552-17 du CESEDA ;
- les mémoires en défense des requêtes présentées au titre des articles L. 521-1 et 2 du Code de Justice Administrative ;
- les mesures de police administrative prises en application de la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence et de ses décrets d'application.

À l'exception :

- des mesures générales concernant la défense nationale, la défense intérieure et le maintien de l'ordre ;
- des matières qui font l'objet d'une délégation à un chef de service de l'État dans le département.

**Article 2** – Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Vienne est, en outre, chargé de l'administration de l'arrondissement chef-lieu.

**Article 3** – S'agissant du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, délégation de signature est consentie à Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Vienne, pour l'ensemble de ses dispositions, y compris celles prévues à ses articles L. 552-1, L. 552-7, L. 552-8 et L. 552-9 relatifs à la saisine du juge des libertés et de la détention aux fins de prolongation de la rétention.

**Article 4** – En cas d'absence ou d'empêchement de la préfète du département, le secrétaire général de la préfecture de la Vienne assure la suppléance de celle-ci conformément aux dispositions de l'article 45 - I du décret 2004-374 du 29 avril 2004.

**Article 5** – En cas de vacance momentanée du poste de préfet du département, l'intérim est assuré par le secrétaire général de la préfecture de la Vienne conformément aux dispositions de l'article 45 - I du décret 2004-374 du 29 avril 2004.

**Article 6** – En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Vienne, la délégation de signature qui lui est consentie est exercée par Madame Emilia HAVEZ, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne.

**Article 7** – En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Vienne, et de Madame Emilia HAVEZ, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne, la délégation qui leur est consentie est successivement exercée en fonction des absences ou empêchements, dans l'ordre suivant :

- par Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtelleraut
- par Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon

**Article 8** – Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2020-SG-DCPPAT-059 en date du 16 octobre 2020 sont abrogées à compter du 30 novembre 2020 à 8h00.

**Article 9** – Le secrétaire général de la préfecture et la directrice de cabinet de la préfète de la Vienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

La préfète,



Chantal CASTELNOT



**PREFECTURE de la VIENNE**

**86-2020-11-27-005**

**Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-073 donnant délégation de  
signature à Monsieur Jocelyn SNOECK,  
Sous-préfet de Châtelleraut**

Direction de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau de la modernisation et de la coordination interministérielles

**Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-073  
en date du 27 novembre 2020**

**donnant délégation de signature à Monsieur Jocelyn SNOECK,  
Sous-préfet de Châtelleraut**

La préfète de la Vienne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite  
Chevalier du Mérite Agricole

- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale et d'accessibilité ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 6 avril 2016 du président de la République portant nomination Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;
- VU** le décret du 3 février 2017 du président de la République portant nomination de Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtelleraut ;
- VU** le décret du 15 janvier 2020 du président de la République portant nomination de Madame Chantal CASTELNOT, préfète de la Vienne ;
- VU** le décret du 6 octobre 2020 du président de la République portant nomination de Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon ;
- VU** le décret du 19 novembre 2020 du président de la République portant nomination de Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne ;
- VU** l'arrêté du préfet de région Nouvelle-Aquitaine du 30 décembre 2016 portant modification des limites territoriales des arrondissements de Châtelleraut, de Montmorillon et de Poitiers ;
- VU** l'arrêté n° 2020-DRHFM-01 en date du 2 janvier 2020 fixant l'organisation des services de la préfecture de la Vienne ;
- VU** l'arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-060 en date du 16 octobre 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtelleraut ;
- VU** la note de service du 4 juin 2014 portant affectation de Monsieur Franck MÉTIVIER, attaché principal, en qualité de secrétaire général de la sous-préfecture de Châtelleraut ;

VU la lettre de mission à Monsieur le sous-préfet de Châtelleraut en date du 1<sup>er</sup> février 2017 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

### ARRÊTE :

**Article 1** – Délégation de signature est donnée à Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtelleraut, à l'effet de signer ou de viser, dans la limite de ses attributions et compétences dévolues à la sous-préfecture, toutes correspondances, décisions ou documents administratifs, notamment :

- 1) conventions de mise à disposition d'un éthylotest électronique ;
- 2) récépissés de déclaration de l'activité de revendeur d'objets mobiliers pour les trois arrondissements de la Vienne ;
- 3) autorisations de courses pédestres, cyclistes et de véhicules motorisés quel que soit l'itinéraire, dans l'ensemble du département ainsi que dans les départements limitrophes, sous réserve que le départ et l'arrivée soient situés dans l'arrondissement et que l'épreuve se déroule dans une seule journée ;
- 4) récépissés de déclarations et d'autorisations de manifestations sportives sur des voies publiques et dans des lieux privés accessibles au public situés dans l'arrondissement, y compris l'homologation des circuits ;
- 5) autorisations de matchs de boxe ;
- 6) désignation du délégué de l'administration au sein de la commission administrative chargée de l'établissement et de la révision de la liste électorale dans les communes de l'arrondissement ;
- 7) récépissés relatifs à la création, à la modification ou à la dissolution des associations loi 1901 ;
- 8) arrêtés de délivrance et retrait d'agrément des gardes particuliers pour les trois arrondissements du département de la Vienne ;
- 9) arrêtés portant agrément d'un gardien de fourrière véhicules pour les trois arrondissements du département de la Vienne ;
- 10) conventions des gardiens de fourrière véhicules pour les trois arrondissements du département de la Vienne ;
- 11) titre d'ordonnancement des recettes concernant les frais de fourrières des véhicules abandonnés pour les trois arrondissements du département de la Vienne ;
- 12) bons d'enlèvement des véhicules en fourrière pour destruction pour les trois arrondissements du département de la Vienne ;
- 13) courriers d'information au propriétaire pour signalement de la destruction ou de la vente au domaine du véhicule pour les trois arrondissements du département de la Vienne ;
- 14) constatation du service fait sur les dépenses de gardiennage de fourrière véhicules pour les trois arrondissements du département de la Vienne ;
- 15) octroi du concours de la force publique (C.F.P.) pour l'exécution des décisions judiciaires d'expulsion ;
- 16) réquisitions de logements ;

## 29) décisions relatives aux cartes communales.

**Article 2** – Délégation de signature est donnée à Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtellerault, à l'effet d'exercer le contrôle administratif sur :

- le syndicat intercommunal d'assainissement de la Dive du Nord dont le siège social est à la mairie de Curçay-sur-Dive ;
- le syndicat mixte Vienne et affluents (SMVA) ;
- le syndicat intercommunal à vocation unique de la vallée de la DIVE ;
- l'ensemble des syndicats intercommunaux à vocation scolaire (SIVOS) qui ont leur siège dans l'arrondissement de Châtellerault.

**Article 3** – En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jocelyn SNOECK, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté sera exercée, à l'exception des documents visés aux alinéas 5,6,9,10,15,16,19,21,23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 par Monsieur Franck MÉTIVIER, secrétaire général de la sous-préfecture de Châtellerault.

**Article 4** – En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Franck MÉTIVIER, la délégation de signature prévue à l'article 1 pour les alinéas 1,2,7, et 17 ainsi que les récépissés provisoires et définitifs de déclaration de candidatures pour les élections municipales et les pièces et correspondances relatives aux autres bureaux ne comportant pas l'exercice des pouvoirs réglementaires du préfet, est exercée dans l'ordre par, Madame Béatrice RICHOMME, secrétaire administrative de classe exceptionnelle (S.A.C.E.), Monsieur Pierre-Marie RIBREAU, secrétaire administratif de classe supérieure (S.A.C.S.), Madame Céline MONDON, secrétaire administrative de classe normale (S.A.C.N.).

**Article 5** – Délégation de signature est donnée à Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtellerault, à l'effet :

1°) de faire connaître aux maires, qui en auront formulé la demande, l'intention du représentant de l'État de ne pas déférer au tribunal administratif une délibération, un arrêté, un acte ou une convention des autorités communales transmis conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 2 mars 1982 ;

2°) de prendre les mesures relatives aux modifications territoriales des communes de l'arrondissement et au transfert de leurs chefs lieux, et à la création des commissions syndicales.

**Article 6** – Délégation de signature est donnée à Monsieur Jocelyn SNOECK, dans les limites de son arrondissement, pour prendre toute décision découlant de la présidence de la sous-commission départementale pour la sécurité et l'accessibilité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jocelyn SNOECK, la sous-commission départementale est présidée dans l'ordre par Monsieur Franck MÉTIVIER, secrétaire général de la sous-préfecture de Châtellerault, Madame Céline MONDON, secrétaire administrative de classe normale (S.A.C.N.).

**Article 7** – Délégation de signature est donnée à Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtellerault, pour l'engagement de toutes les dépenses effectuées au titre des budgets dont il

- 17) avis de réception des plis postaux en recommandé ;
- 18) récépissés de déclaration des associations syndicales de propriétaires ;
- 19) certificats d'urbanisme, arrêtés de refus de déclaration préalable, de permis d'aménager ou de démolir, permis de construire des communes de l'arrondissement sans PLU, en cas d'avis divergents entre la direction départementale des territoires (DDT) et le maire de la commune concernée pour l'application du règlement national d'urbanisme (RNU) ou des dispositions de la carte communale ;
- 20) accusés de réception des dossiers de subvention d'investissement (dotation d'équipement des territoires ruraux & dotation de soutien à l'investissement local) ;
- 21) courriers d'acceptation de démission des maires ou des adjoints des communes de l'arrondissement ;
- 22) lettres d'observations ou de demandes de pièces complémentaires au titre du contrôle administratif de la légalité des délibérations, arrêtés, conventions et actes émanant :
- des assemblées et autorités municipales ;
  - des assemblées et autorités des établissements publics de coopération intercommunale ayant leur siège dans l'arrondissement, à l'exception de ceux couvrant la totalité du département ;
  - des commissions administratives, conseils d'administration, autorités administratives diverses des établissements publics communaux ou intercommunaux en régie ou concédés ;
  - des caisses des écoles.
- 23) lettres de demande de retrait d'un acte au titre du contrôle administratif de la légalité des délibérations, arrêtés, conventions et actes émanant :
- des assemblées et autorités municipales ;
  - des assemblées et autorités des établissements publics de coopération intercommunale ayant leur siège dans l'arrondissement, à l'exception de ceux couvrant la totalité du département ;
  - des syndicats intercommunaux à vocation scolaire dont le siège est dans l'arrondissement ;
  - des commissions administratives, conseils d'administration, autorités administratives diverses des établissements publics communaux ou intercommunaux en régie ou concédés ;
  - des caisses des écoles.
- 24) lettres d'observations au titre du contrôle administratif des budgets communaux ou assimilés et mise en œuvre de la procédure prévue par l'article L. 1612-18 alinéa 1 du code général des collectivités territoriales ;
- 25) arrêtés de création, modification de statuts ou de composition, dissolution d'établissements publics de coopération intercommunale (E.P.C.I) de l'arrondissement ;
- 26) arrêtés de désignation du représentant du préfet au sein des comités des caisses des écoles ;
- 27) arrêtés de création de commissions communales d'aménagement foncier ;
- 28) lettres de mise en demeure et arrêtés de substitution aux maires dans les cas prévus par les articles L. 2122-34 et L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) ;

assure la responsabilité ainsi que la constatation de service fait pour l'exécution du budget des services administratifs de la sous-préfecture et le budget de la résidence.

**Article 8** – En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jocelyn SNOECK, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 8 du présent arrêté pour l'engagement et la constatation du service fait pour l'exécution du budget des services administratifs de la sous-préfecture, sera exercée par Monsieur Franck MÉTIVIER, secrétaire général de la sous-préfecture de Châtellerault.

**Article 9** – En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtellerault, la délégation de signature qui lui est consentie est successivement exercée en fonction des absences ou empêchements, dans l'ordre suivant :

- par Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon
- par Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Vienne
- par Madame Emilia HAVEZ, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne

**Article 10** – En cas de vacance du poste de sous-préfet de Montmorillon, délégation de signature est donnée au sous-préfet de Châtellerault, chargé des fonctions de sous-préfet de Montmorillon par intérim.

**Article 11** – Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2020-SG-DCPPAT-060 en date du 16 octobre 2020 sont abrogées à compter du 30 novembre 2020 à 8h00 .

**Article 12** – Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Châtellerault, le sous-préfet de Montmorillon et la directrice de cabinet de la Vienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

La Préfète,



Chantal CASTELNOT



**PREFECTURE de la VIENNE**

**86-2020-11-27-006**

**Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-074 donnant délégation de  
signature à Monsieur Benoît BYRSKI,  
Sous-préfet de Montmorillon**

Direction de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau de la modernisation et de la coordination interministérielles

**Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-074  
en date du 27 novembre 2020**

**donnant délégation de signature à Monsieur Benoît BYRSKI,  
Sous-préfet de Montmorillon**

La préfète de la Vienne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite  
Chevalier du Mérite Agricole

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 6 avril 2016 du président de la République portant nomination de Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

**VU** le décret du 3 février 2017 du président de la République portant nomination de Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtellerauld ;

**VU** le décret du 15 janvier 2020 du président de la République portant nomination de Madame Chantal CASTELNOT, préfète de la Vienne ;

**VU** le décret du 6 octobre 2020 du président de la République portant nomination de Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon ;

**VU** le décret du 19 novembre 2020 du président de la République portant nomination de Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne ;

**VU** l'arrêté du préfet de région Nouvelle-Aquitaine du 30 décembre 2016 portant modification des limites territoriales des arrondissements de Châtellerauld, de Montmorillon et de Poitiers ;

**VU** l'arrêté n° 2020-DRHFM-01 en date du 2 janvier 2020 fixant l'organisation des services de la préfecture de la Vienne ;

**VU** l'arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-058 en date du 16 octobre 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon ;

**VU** l'arrêté ministériel du 25 février 2020 portant affectation, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020, de Madame Nadine MERMET, attachée d'administration de l'État, en qualité de secrétaire générale de la sous-préfecture de Montmorillon ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

## **A R R Ê T E :**

**Article 1** – Délégation de signature est donnée à Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences dévolues à la sous-préfecture, toutes correspondances, décisions ou documents administratifs, notamment :

I

- 1) conventions de mise à disposition d'un éthylotest électronique ;
- 2) autorisations de courses pédestres, cyclistes et de véhicules motorisés, quel que soit l'itinéraire, dans l'ensemble du département ainsi que dans les départements limitrophes, sous réserve que le départ et l'arrivée soient situés dans l'arrondissement et que l'épreuve se déroule dans une seule journée ;
- 3) récépissés de déclarations et d'autorisations de manifestations sportives sur des voies publiques et dans des lieux privés accessibles au public situés dans l'arrondissement, y compris l'homologation des circuits ;
- 4) autorisations de matchs de boxe ;
- 5) désignation du délégué de l'administration au sein de la commission administrative chargée de l'établissement et de la révision de la liste électorale dans les communes de l'arrondissement ;
- 6) récépissés relatifs à la création, à la modification ou à la dissolution des associations de la loi 1901 ;
- 7) délivrance de toutes autorisations relatives à la police de la voie publique, des cafés, des débits de boissons, bals, spectacles et autres lieux publics excédant la compétence des autorités municipales ;
- 8) octroi du concours de la force publique (C.F.P.) pour l'exécution des décisions judiciaires d'expulsion ;
- 9) réquisitions du logement ;
- 10) avis de réception des plis postaux en recommandé ;
- 11) récépissés de déclaration des associations syndicales de propriétaires ;
- 12) certificats d'urbanisme, arrêtés de refus de déclaration préalable, de permis d'aménager ou de démolir, permis de construire des communes de l'arrondissement sans PLU ; en cas d'avis divergents entre la direction départementale des territoires (DDT) et le maire de la commune concernée, pour l'application du règlement national d'urbanisme (RNU) ou des dispositions de la carte communale ;
- 13) accusés de réception des dossiers de subvention d'investissement (dotation d'équipement des territoires ruraux & dotation de soutien à l'investissement local) ;

II

- 1) courriers d'acceptation de démission des maires et des adjoints des communes de l'arrondissement ;

2) lettres d'observations ou de demandes de pièces complémentaires au titre du contrôle administratif de la légalité des délibérations, arrêtés, conventions et actes émanant :

- des assemblées et autorités municipales ;
- des assemblées et autorités des établissements publics de coopération intercommunale ayant leur siège dans l'arrondissement, à l'exception de ceux couvrant la totalité du département ;
- des commissions administratives, conseils d'administration, autorités administratives diverses des établissements publics communaux ou intercommunaux en régie ou concédés ;
- des caisses des écoles.

3) lettres de demande de retrait d'un acte au titre du contrôle administratif de la légalité des délibérations, arrêtés, conventions et actes émanant :

- des assemblées et autorités municipales ;
- des assemblées et autorités des établissements publics de coopération intercommunale ayant leur siège dans l'arrondissement, à l'exception de ceux couvrant la totalité du département ;
- des commissions administratives, conseils d'administration, autorités administratives diverses des établissements publics communaux ou intercommunaux en régie ou concédés ;
- des caisses des écoles.

4) lettres d'observations au titre du contrôle administratif des budgets communaux ou assimilés et mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article L. 1612-18 alinéa 1 du code général des collectivités territoriales ;

5) arrêtés de création, modification de statuts ou de composition, dissolution d'établissements publics de coopération intercommunale (E.P.C.I.), lorsque ceux-ci appartiennent au même arrondissement ;

6) arrêtés de désignation du représentant du préfet, au sein des comités des caisses des écoles ;

7) arrêtés de création de commissions communales d'aménagement foncier ;

8) lettres de mise en demeure et arrêtés de substitution aux maires dans les cas prévus par les articles L. 2122-34 et L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) ;

9) décisions relatives aux cartes communales ;

10) décisions de refus prises sur la base des états déclaratifs renseignés par les collectivités territoriales et groupements éligibles au fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (F.C.T.V.A).

**Article 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît BYRSKI, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 partie I du présent arrêté sera exercée, à l'exception des documents comportant pouvoir de décision ou visés aux alinéas 8,9 et 12, par Madame Nadine MERMET, secrétaire générale de la sous-préfecture de Montmorillon, ou en son absence à Madame Lysiane CERIN, secrétaire administrative de classe supérieure, ou à Madame Christine LANGELLIER, secrétaire administrative de classe normale dans la limite de leurs attributions respectives.

**Article 3** – Délégation de signature est donnée à Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon, à l'effet :

1°) de faire connaître aux maires, qui en auront formulé la demande, l'intention du représentant de l'État de ne pas déférer au tribunal administratif une délibération, un arrêté, un acte ou une convention des autorités communales transmis conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 2 mars 1982 ;

2°) de prendre les mesures relatives aux modifications territoriales des communes de l'arrondissement et au transfert de leurs chefs lieux, et à la création des commissions syndicales.

**Article 4** – Délégation de signature est donnée à Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon, pour l'engagement de toutes les dépenses effectuées au titre des budgets dont elle assure la responsabilité ainsi que la constatation de service fait pour l'exécution du budget des services administratifs de la sous-préfecture et le budget de la résidence.

**Article 5** – En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît BYRSKI, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 4 du présent arrêté pour la constatation du service fait pour l'exécution du budget des services administratifs de la sous-préfecture, sera exercée par Madame Nadine MERMET, secrétaire générale de la sous-préfecture de Montmorillon.

**Article 6** – Délégation de signature est donnée à Monsieur Benoît BYRSKI, dans les limites de son arrondissement, pour prendre toute décision découlant de la présidence de la sous-commission départementale pour la sécurité et l'accessibilité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît BYRSKI, la sous-commission départementale est présidée par la secrétaire générale de la sous-préfecture de Montmorillon.

**Article 7** – En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon, la délégation de signature qui lui est consentie est successivement exercée en fonction des absences ou empêchements, dans l'ordre suivant :

- par Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtelleraut
- par Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture
- par Madame Emilia HAVEZ, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne

**Article 8** – En cas de vacance du poste de sous-préfet de Châtelleraut, délégation de signature est donnée au sous-préfet de Montmorillon, chargé des fonctions de sous-préfet de Châtelleraut par intérim.

**Article 9** – Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2020-SG-DCPPAT-058 en date du 16 octobre 2020 sont abrogées à compter du 30 novembre 2020 à 8h00 .

**Article 10** – Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Montmorillon, le sous-préfet de Châtelleraut et la directrice de cabinet de la préfète de la Vienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

La Préfète,



Chantal CASTELNOT

# PREFECTURE de la VIENNE

86-2020-11-27-007

Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-075 donnant délégation de signature à :

- Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;
- Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtellerault ;
- Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon ;
- Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne

**DÉSIGNÉS TITULAIRES DES PERMANENCES,  
PENDANT LA SEMAINE EN DEHORS DES HEURES  
D'OUVERTURE DES SERVICES, LES WEEK-ENDS  
ET JOURS FÉRIÉS**

Direction de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau de la modernisation et de la coordination interministérielles

**Arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-075  
en date du 27 novembre 2020**

**donnant délégation de signature à :**

- Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;**
- Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtelleraut ;**
- Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon ;**
- Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne**

**DÉSIGNÉS TITULAIRES DES PERMANENCES, PENDANT LA SEMAINE EN DEHORS DES  
HEURES D'OUVERTURE DES SERVICES, LES WEEK-ENDS ET JOURS FÉRIÉS**

La préfète de la Vienne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite  
Chevalier du Mérite agricole

**VU** le Code d'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** le décret n°95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

**VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 6 avril 2016 du président de la République portant nomination de Monsieur Émile SOUMBO, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

**VU** le décret du 3 février 2017 du président de la République portant nomination de Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtelleraut ;

**VU** le décret du 15 janvier 2020 du président de la République portant nomination de Madame Chantal CASTELNOT, préfète de la Vienne ;

**VU** le décret du 6 octobre 2020 du président de la République portant nomination de Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon ;

**VU** le décret du 19 novembre 2020 du président de la République portant nomination de Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne ;

**VU** l'arrêté n° 2020-SG-DCPPAT-062 en date du 16 octobre 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Vienne, à Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtelleraut, à Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon, à Monsieur Julien PAILHÈRE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Vienne, désignés titulaires des permanences de fin de semaine et des jours fériés ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

## **A R R Ê T E :**

**Article 1** – Il est institué, dans le département de la Vienne, une permanence préfectorale, la semaine en dehors des périodes habituelles d'ouverture des services, les samedis, dimanches et jours fériés, et les jours de fermeture exceptionnelle de la préfecture.

Participent à cette permanence, selon un tour organisé par accord entre eux et validé par la préfète, les membres du corps préfectoral :

- Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Vienne,
- Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtelleraut,
- Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon,
- Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne.

**Article 2** – Délégation de signature est donnée à Monsieur Émile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture, à Monsieur Jocelyn SNOECK, sous-préfet de Châtelleraut, à Monsieur Benoît BYRSKI, sous-préfet de Montmorillon et à Madame Emilia HAVEZ, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Vienne, chacun pour ce qui le concerne lorsqu'il est désigné titulaire des permanences définies à l'article 1 du présent arrêté, à l'effet de signer sur l'ensemble du département de la Vienne et pendant la durée de leurs permanences respectives, tous les actes, arrêtés, décisions, documents et correspondances administratives relevant des attributions de l'État, toute décision nécessitée par une situation d'urgence, notamment dans les matières suivantes :

- les décisions de placement des étrangers faisant l'objet de mesures d'éloignement exécutoires dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire ;
- les décisions d'assignation à résidence issues des articles L. 561-1 et L. 561-2 du CESEDA ;
- les mémoires en défense suite à une requête prévue à l'article R. 552-17 du CESEDA ;
- les mémoires en défense des requêtes présentées au titre des articles L. 521-1 et 2 du Code de Justice Administrative ;
- les arrêtés, décisions et actes pris sur le fondement du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, y compris celles prévues à ses articles L. 552-1, L. 552-7, L. 552-8 et L. 552-9 relatifs à la saisine du juge des libertés et de la détention aux fins de prolongation de la rétention ;
- l'application des dispositions du code de la route relatives aux mesures administratives de suspension de permis de conduire.

À l'exception :

- des mesures générales concernant la défense nationale, la défense intérieure et le maintien de l'ordre ;
- des matières qui font l'objet d'une délégation à un chef de service de l'État dans le département.

**Article 3** – Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2020-SG-DCPPAT-062 en date du 16 octobre 2020 sont abrogées à compter du 30 novembre 2020 à 8h00.

**Article 4** – Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Châtelleraut, le sous-préfet de Montmorillon et la directrice de cabinet de la préfète de la Vienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

La préfète,

  
Chantal CASTELNOT

# UT DIRECCTE

86-2020-11-26-004

Arrêté n° 2020-DIRECCTE-UD86-003 en date du 26 novembre 2020 portant suspension temporaire les dimanches 6, 13, 20 et 27 décembre 2020 de l'arrêté 74/DDT/04 du 09 septembre 1974 relatif à la fermeture le dimanche des salons de coiffure et d'esthétique dans le département de la Vienne



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale des entreprises,  
de la concurrence de la consommation,  
du travail et de l'emploi Nouvelle-Aquitaine**

Arrêté n° **2020-DIRECCTE-UD86-003**  
en date du 26 novembre 2020

portant suspension temporaire les dimanches  
6, 13, 20 et 27 décembre 2020 de l'arrêté  
74/DDT/04 du 09 septembre 1974 relatif à la  
fermeture le dimanche des salons de coiffure et  
d'esthétique dans le département

La Préfète de la Vienne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite  
Chevalier du Mérite Agricole

Vu le code du travail, et en particulier l'article L 3132-20 à L 3132-23,

Vu l'arrêté 74/DDT/04 du 09 septembre 1974 relatif à la fermeture hebdomadaire des salons de coiffure et d'esthétique,

Vu l'avis de la directrice de l'Unité Départementale de la DIRECCTE,

Sur Proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> - Principe de fermeture dominicale et exception des 6, 13, 20 et 27 décembre 2020 :**

L'arrêté n° 74-DDT-04 du 09 septembre 1974 continue à s'appliquer selon les modalités ci-après :

- tous les salons de coiffure sont fermés au public le dimanche à l'exception des dimanches 6, 13, 20 et 27 décembre 2020.

**Article 2 – Horaires et personnels concernés :**

A titre exceptionnel, les professionnels de la coiffure, s'ils le souhaitent auront la possibilité d'ouvrir les dimanches 6, 13, 20 et 27 décembre 2020 et d'employer leur personnel salarié, à l'exclusion des jeunes travailleurs et apprentis visés à l'article 1-2 du chapitre II de la Convention Collective Nationale de la coiffure du 18 mars 2005.

L'horaire applicable pendant la période des fêtes de fin d'année devra faire l'objet d'un affichage et il devra être communiqué à l'inspecteur du travail une semaine avant son entrée en vigueur. Le travail dominical ne pourra se faire qu'avec l'accord du salarié. L'employeur devra informer les salariés en respectant un délai de prévenance de 15 jours minimum.

**Article 3 – Rémunération et repos compensateur :**

Le travail des dimanches 6, 13, 20 et 27 décembre 2020 donnera lieu à une journée de repos compensateur dans les deux semaines qui précèdent ou qui suivent le dimanche travaillé et à une prime exceptionnelle de 1/24<sup>ème</sup> de la rémunération mensuelle du salarié pour chaque dimanche travaillé.

**Article 4** – Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne,

- les Sous-Préfets de Châtelleraut et de Montmorillon,
- la Directrice départementale du Travail,
- Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- le Général, commandant le groupement de Gendarmerie de la Vienne,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera transmise à :

- M. le Procureur de la République,
- M. BOUNIOT, Président de l'Union Nationale des entreprises de coiffure pour le département de la Vienne,
- Mme FERNAND, Présidente de la Confédération Nationale des Instituts de Beauté pour le département de la Vienne,

Fait à Poitiers, le 26 novembre 2020

La Préfète



Chantal CASTELNOT